

Mouvements mixtes en Afrique de l'Ouest et du Centre

Octobre 2019 – Janvier 2020

Ce rapport, lequel couvre la période allant d'**octobre 2019 à janvier 2020**, présente un aperçu des **tendances** observées dans la région ainsi que des **activités** mises en œuvre par le HCR en lien avec les mouvements mixtes. Il réunit les contributions du bureau régional du HCR et des Opérations du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Tchad.

Évènements marquants

BURKINA FASO

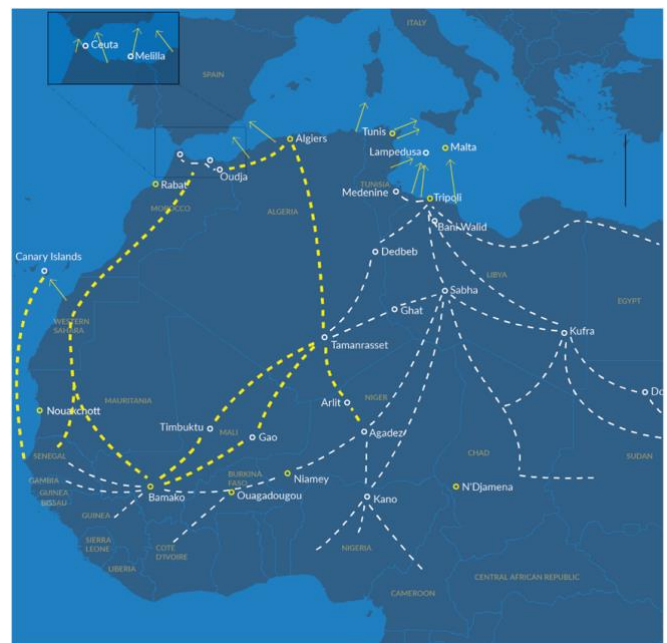
- Lancement en décembre 2019 d'une enquête sur les **intentions de mouvements secondaires** au camp de Goudoubo auprès de 841 réfugiés maliens de plus de 15 ans. 16% des personnes interrogées ont déclaré avoir effectivement l'intention de quitter le camp.
- Établissement d'un accord de partenariat entre le HCR et le Centre d'information et de formation en matière de droits humains en vue de l'ouverture à Ouagadougou d'une **clinique juridique d'aide aux réfugiés et demandeurs d'asile**.
- Organisation le 10 décembre 2019 d'un atelier de suivi du plan d'action national de mise en œuvre des recommandations du **Colloque de Dakar sur l'Asile et la Migration de décembre 2017**.

MALI

- Tenue à Tunis les 11 et 12 novembre 2019 d'une réunion transfrontalière conjointe entre le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au sujet de l'opérationnalisation de la mise à jour de juillet 2019 de la **Position du HCR sur les retours au Mali**.
- Activation au niveau national du **Réseau des Nations unies consacré aux migrations** dans le cadre du **Pacte mondial sur les migrations** adopté le 19 décembre 2018 par l'Assemblée générale des Nations unies. Le comité exécutif de ce réseau est composé du Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DAES), du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), du HCR, de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), de l'OIM, de l'Organisation internationale du travail (OIT) et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Une réunion technique a été organisée le 20 janvier 2020 afin de valider les termes de référence du réseau au niveau national, suivie d'un atelier d'information à destination des organes des Nations unies au Mali.
- Poursuite des expulsions de l'Algérie vers le Mali.

NIGER

- Enregistrement par la Direction régionale de l'état civil, de la migration et des réfugiés (DREC-M-R) le 29 novembre 2019 de 1 594 individus. Ce flux est principalement composé de ressortissants **soudanais fuyant la Libye** et présentant des besoins de protection internationale, y compris des enfants non accompagnés ou séparés.
- Poursuite des expulsions de l'Algérie vers le Niger.



Carte des mouvements mixtes
© UNHCR

- Tenue à Bamako, les 28 et 29 novembre 2019, d'une réunion technique tripartite portant sur le **rapatriement volontaire des réfugiés maliens du Niger**. Cette rencontre a rassemblé des représentants des gouvernements malien et nigérien ainsi que du HCR au Mali et au Niger.
- Participation à Tunis, les 9 et 10 décembre 2019, à une rencontre conjointe entre le HCR et l'OIM portant sur les **solutions et les alternatives permettant de sauver des vies en Libye**.
- Réinstallation fin novembre 2019 de 2 182 personnes évacuées de Lybie sur un total de 2 956 dans le cadre du **Mécanisme de transit d'urgence**.
- Départ vers l'Italie le 5 novembre 2019 de 108 personnes par le biais de **voies complémentaires d'admission**.



Dans le centre humanitaire d'Agadez, au Niger (2019)
© UNHCR/John Wendle

TCHAD

- **Réadmission** au Tchad le 9 janvier 2020 d'un réfugié soudanais du camp de Tréguine, en mouvement ultérieur au Niger. Après plus de deux ans d'absence, il a rejoint son camp d'origine où vivent les membres de sa famille et de sa communauté. Cette réadmission a été rendue possible grâce à la collaboration active entre les autorités tchadiennes et nigériennes, l'OIM et le HCR.
- Allocation de **bourses d'études** à 597 étudiants réfugiés et tchadiens en vue d'offrir une solution durable via des études dans différentes universités du pays.

Contexte opérationnel

BURKINA FASO

Le contexte opérationnel continue d'être marqué par des défis sécuritaires grandissants et des attaques ciblant les Forces de défense et de sécurité, les agents de l'Etat et les populations civiles. Le Burkina Faso enregistrait fin janvier 2020 plus de 600 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, lesquelles tendent de plus en plus à se diriger vers le sud-ouest du pays, zone désormais touchée par des attaques de groupes armés non identifiés. En novembre 2019, dans la région des Cascades, le poste frontalier de police de Yendere, situé à la frontière avec la Côte d'Ivoire, a été la cible d'une attaque, ainsi que de l'enlèvement de quatre personnes, dont trois Burkinabés et un ressortissant chinois. Le contexte politique est en outre marqué par les préparatifs des élections présidentielles de novembre 2020. Les inscriptions sur les listes électorales sont en cours et devraient s'achever à la fin du mois de mars 2020.

Dans le cadre d'un projet conclu entre le HCR et le Conseil danois pour les réfugiés, les profils de 279 personnes, dont 158 hommes, 44 femmes et 77 enfants, ont été étudiés dans les centres de transit et les points d'écoute situés dans les régions du Sahel, des Hauts-Bassins et des Cascades en novembre et décembre 2019. Les nationalités les plus observées sont le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la Gambie, la Guinée, la Sierra Leone et le Cameroun. Parmi ces 279 personnes, 103 présentaient des besoins spécifiques et ont été orientées vers les services de l'action sociale et les centres de transit. De plus en plus de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays sont identifiées (14% des personnes interrogées).

Dans le contexte de la collecte et de l'analyse des tendances conduites par le **Centre sur la migration mixte et son Mécanisme de monitoring de la migration mixte (4Mi)**, les profils de 1 894 personnes en mouvement ont été étudiés de janvier à décembre 2019 aux gares routières et postes frontaliers de Bobo Dioulasso, Dori et Kantchari. 35% de ces personnes sont des hommes et 65% des femmes. Les principales zones de provenance citées sont le Burkina Faso, le Mali, le Niger, la Côte d'Ivoire et la Mauritanie. Les principales destinations mentionnées sont l'Europe, les États-Unis, la Lybie et le Maroc.

MALI

Le Dialogue national inclusif lancé en décembre 2019 au Mali a permis de proposer des actions prioritaires à court, moyen et long termes, dont le déploiement des Forces de défense et de sécurité reconstituées, des services administratifs et des services sociaux de base sur l'ensemble du territoire national. Il a également débouché sur quatre résolutions majeures relatives à l'organisation des élections législatives, à l'organisation du référendum constitutionnel, à la sécurité et au retour de l'administration, et à l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. Après six mois d'interruption dus à un désaccord entre le gouvernement malien et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), les travaux de la quatrième session du comité chargé du suivi de l'Accord d'Alger ont repris le 19 janvier 2020 à Bamako. La session a porté sur le retour des forces armées nationales à Kidal et la

réinterprétation de certaines dispositions de l'Accord conformément aux recommandations du récent Dialogue national. Le 22 janvier 2020, le gouvernement du Mali a annoncé la convocation du collège électoral pour l'organisation des élections législatives dont le premier tour est planifié pour le 29 mars 2020. Le scrutin, initialement prévu en 2018, avait été reporté en raison du contexte politique et sécuritaire. Initialement envisagé pour le 13 janvier 2020, le procès du général Amadou Haya Sanogo, chef de l'ex-junte, et de ses co-accusés a été reporté *sine die*.

Alors que les syndicats d'enseignants sont en grève, le gouvernement a annoncé le recrutement de plus de 15 000 volontaires pour remplacer les grévistes.

Les attaques contre les positions des Forces de défense et de sécurité ont augmenté et les conflits intercommunautaires dans les régions du Centre et du Nord du Mali persistent.

NIGER

L'environnement sécuritaire à Agadez est resté calme mais imprévisible en raison de l'augmentation des menaces criminelles dans la ville d'Agadez et sur les routes principales reliant Agadez à d'autres régions et communautés. Les voleurs de voitures s'attaquent souvent à des véhicules tout-terrain, principalement sur les autoroutes. Après une hausse de la contrebande en novembre 2019, l'activité a légèrement diminué en décembre 2019 et janvier 2020. Plusieurs cas d'enlèvements de ressortissants nigériens empruntant les routes reliant le Niger à la Libye ont été signalés en janvier 2020. La capacité à mener les activités humanitaires prévues n'a cependant pas été impactée.

TCHAD

L'état d'urgence décrété par les autorités tchadiennes le 20 août 2019, dans les trois provinces de Ouaddaï, Sila et Tibesti, a pris fin le 25 janvier 2020. Ces mesures exceptionnelles ont été prises par le gouvernement en vue de juguler les affrontements intercommunautaires récurrents ayant occasionné des dizaines de morts dans ces trois provinces de l'Est et du Nord du Tchad. Elles ont eu pour conséquence la restriction de la liberté de mouvement des populations dans la zone concernée.



Réfugiés soudanais à Hilouta, au Tchad (2020)
© UNHCR/Aristophane Ngargoune

Un conflit intercommunautaire entre les tribus arabes et Massalit dans la localité d'El Geneina au Darfour Occidental au Soudan à la fin du mois de décembre 2019 a provoqué la fuite de plus de 11 000 réfugiés vers le Tchad. Ces nouveaux arrivants sont actuellement accueillis dans plusieurs villages et sites localisés le long de la frontière entre le Tchad et le Soudan, aux alentours de la ville d'Adré, dans la province du Ouaddaï, où vivent déjà 128 000 réfugiés soudanais. Une réponse multipartite est en cours. En coordination avec le HCR, les autorités ont identifié le nouveau site de Kouchaguine-Moura dans la sous-préfecture d'Amleyouna en vue de relocaliser les nouveaux réfugiés. Le premier convoi de 273 nouveaux réfugiés est arrivé sur le site le 4 février 2020.

Dans le cadre du conflit opposant le gouvernement tchadien à des habitants de la zone aurifère de Miski, 440 personnes ont fui les lieux entre octobre 2019 et janvier 2020. 97 personnes

ont été interpellées aux alentours de Faya-Largeau, avant d'être finalement libérées au bout de quelques jours.

D'octobre 2019 à janvier 2020, les 100 relais communautaires de la société nationale de la Croix Rouge déployés sur les 74 principaux sites d'entrée et de sortie dans le cadre d'un partenariat avec le HCR et les autorités ont interrogé 5 958 personnes en mouvement, portant à 18 833 le nombre de personnes interrogées en 2019. Les ressortissants tchadiens représentent plus de 53% de ces individus, suivis des ressortissants des pays voisins, tels que le Soudan, la République Centrafricaine, le Nigeria, le Cameroun, le Niger et d'autres. Le pourcentage des personnes susceptibles de relever de la compétence du HCR au sein de ces flux peut être estimé à 15%.

Activités mises en œuvre

BURKINA FASO

- Les 19 et 20 novembre 2019, une séance de **formation** relative au mécanisme national de référencement a été organisée par l'OIM, avec la participation de divers acteurs impliqués dans la gestion des mouvements mixtes dans la région du Sahel. A cette occasion, le HCR a présenté son mandat et évoqué l'importance du point d'écoute de Seytenga.
- Dans la région des Hauts Bassins, deux sessions de **renforcement des capacités** se sont tenues du 19 au 21 novembre 2019 au sujet de l'identification et du référencement des personnes relevant du mandat du HCR ainsi que sur les risques associés aux mouvements irréguliers. Des conseillers municipaux, des conseillers villageois de

développement, des chefs de villages, des associations ainsi que des représentants de la jeunesse, des femmes et de services étatiques étaient conviés.

- En novembre et décembre 2019, deux séances de cinéma-débat, 11 causeries éducatives animées par des relais communautaires et un forum de théâtre ont eu lieu dans la région du Sahel dans le but de **former** les réfugiés et personnes déplacées ainsi que les communautés hôtes sur les risques de protection rencontrés dans le contexte des mouvements mixtes. Au total, 1 662 personnes, dont 548 garçons, 450 hommes, 364 filles et 300 femmes, ont été touchées.
- En novembre et décembre 2019, quatre séances de cinéma-débat, trois forums de théâtre et quatre causeries éducatives ont été organisés dans les régions des Hauts-Bassins et des Cascades au sujet des divers profils et besoins rencontrés au sein des mouvements mixtes, des risques encourus ainsi que sur les mécanismes de référencement des migrants et demandeurs d'asile au Burkina Faso, dont le mécanisme national et le mécanisme mis en place entre l'OIM, le HCR et la Commission nationale pour les réfugiés. Au total, 2 551 personnes, dont 769 femmes, 680 hommes, 492 filles et 610 garçons, ont été **sensibilisées**.
- Dans la région des Cascades, quatre sessions de **formation** à destination des femmes de la commune de Niangoloko et des élus locaux de la commune de Sidéradougou se sont déroulées en décembre 2019. Elles ont porté sur la protection internationale et les risques de protection encourus par les réfugiés, les demandeurs d'asile, les apatrides et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Ces séances ont touché 198 personnes dont 110 femmes et 88 hommes.
- Les **défis** de mise en œuvre demeurent majeurs pour le HCR et ses partenaires. L'insécurité et la réduction de l'espace humanitaire entravent notamment l'accès à plus de 3 500 demandeurs d'asile maliens des régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun ainsi que la tenue d'activités de renforcement des capacités portant sur la protection internationale à destination des agents de police nouvellement affectés. Une stigmatisation grandissante des réfugiés est également observée dans la région du Sahel et au-delà, menant dans certains cas à des arrestations arbitraires.

MALI

- Le 30 janvier 2020, la deuxième réunion de coordination des partenaires sur la gestion des frontières et la criminalité transfrontalière a été organisée par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Le thème de la réunion était la **criminalité-migration**. L'objectif était, d'une part, d'informer les partenaires sur les initiatives de projets en cours en vue d'éviter les doublons et de créer des synergies d'action, et, d'autre part, d'augmenter la visibilité de la thématique dans les réunions de coordination et de sécurité à différents niveaux.
- Au total, 203 sessions de **sensibilisation** ont été organisées à Mopti, Gao et Tombouctou entre octobre 2019 et janvier 2020. Elles ont touché 2 357 personnes en déplacement (flux entrants et sortants), dont 1 588 hommes et 769 femmes, et concerné les mouvements mixtes et les risques de protection associés.
- Le 18 décembre 2019, le HCR a participé à la **célébration nationale de la Journée mondiale du migrant**. La cérémonie officielle a été organisée à Ségou par le Ministère des Maliens de l'extérieur autour de la question : *Quelle gouvernance des migrations au niveau africain sous la présidence malienne du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les migrations, les réfugiés et les personnes déplacées ?* Au cours des activités, le HCR a participé aux différents panels afin d'évoquer la question de l'asile au Mali et le rôle du HCR par rapport aux mouvements mixtes.
- A Gao, Le HCR a participé à la session de **sensibilisation** organisée par la Division justice et correction de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à destination des personnes en déplacement sur le thème du trafic et de la traite des personnes.
- Dans la région de Tombouctou, le HCR, en collaboration avec la MINUSMA, a organisé une session de **renforcement des capacités** à destination de 40 femmes leaders et des autorités locales de Goundam et Niafouké. L'objectif était d'informer les participants sur les mouvements mixtes et le mandat du HCR.
- A Gao, le HCR, en collaboration avec le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), la MINUSMA, l'UNICEF et UN WOMEN, a facilité une session de **renforcement des capacités** des Forces de défense et de sécurité et des membres de la société civile.

NIGER

- A la suite des manifestations de décembre 2019 et des saccages perpétrés, environ 335 interpellations ont eu lieu. Les individus concernés ont été gardés dans des **centres de détention** et environ 86 d'entre eux devraient comparaître devant un tribunal. La DREC-M-R est présente au centre de détention afin de dialoguer avec la Police judiciaire, échanger avec les réfugiés et demandeurs d'asile, rencontrer le Procureur pour garantir l'accès des acteurs humanitaires, assurer le respect des droits tout au long de la procédure judiciaire et la couverture des besoins essentiels. L'Agence nationale pour l'assistance juridique et judiciaire (ANAJJ) a été saisie le 5 janvier 2020, le lendemain des événements, pour assister les réfugiés et demandeurs d'asile interpellés. Un suivi est en cours à travers les partenaires du HCR, à savoir INTERSOS, la Direction régionale de la protection de l'enfant (DRPE) et le Juge des mineurs, afin de séparer les enfants des adultes, garantir la libération des enfants de moins de 13 ans et proposer une alternative à la détention pour les mineurs de plus de 13 ans.

- A Arlit, une session de **formation** conjointe a été organisée par le HCR, la Direction de la surveillance du territoire (DST), la Direction de l'état civil et des réfugiés et l'OIM. Elle a notamment porté sur le mandat du HCR, le cadre national de l'asile au Niger, la protection internationale dans le contexte des mouvements mixtes, l'apatridie et la traite des personnes. Au total, 36 participants des Forces de défense locales ont été touchés.
- A Arlit, 30 agents de police affectés à des postes frontaliers ont été sensibilisés les 2 et 3 décembre 2019 par le Comité international pour l'aide d'urgence et le développement (CIAUD), la DST, le HCR et l'OIM. Cette activité s'inscrit dans un projet plus global de monitoring des flux mixtes mis en œuvre par CIAUD.
- Des **brochures d'information** à destination des réfugiés et demandeurs d'asile ont été conçues. Elles portent sur le cadre juridique international et national de l'asile, les mouvements mixtes et le référencement des personnes en besoin de protection internationale.
- Neuf **panneaux de sensibilisation** ont été élaborés à destination des personnes en mouvement. Ils présentent les contacts de postes frontaliers de police, où des observateurs de CIAUD peuvent faciliter l'orientation des personnes en besoin de protection internationale.
- Au centre humanitaire d'Agadez, 36 séances de **sensibilisation** ont été organisées au sujet de la coexistence pacifique, le statut des structures communautaires, l'hygiène générale et environnementale, la procédure de demande de permission d'absence et le règlement intérieur. Elles ont visé 283 personnes parmi lesquelles 50 femmes.
- Une **formation** a été organisée pour les agents étatiques chargés de la recevabilité des demandes de protection internationale en vue de renforcer leur capacité à appliquer les dispositions de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés portant sur l'exclusion du statut de réfugié ainsi qu'à traiter les demandes de protection concernant l'identité de genre et l'orientation sexuelle et celles impliquant la violence sexuelle et sexiste. Une formation distincte a été organisée à destination des interprètes, portant sur l'interprétariat dans le contexte de l'asile.
- Une **formation** est en cours en matière de détermination du statut de réfugié à destination des autorités. Une observation hebdomadaire des entretiens de détermination du statut de réfugié est conduite dans le but de renforcer les techniques d'entretien des agents d'éligibilité, associée à des réunions hebdomadaires visant à partager les tendances observées et les difficultés rencontrées.

TCHAD

En vue d'offrir une alternative aux mouvements irréguliers via l'information sur les risques encourus, un plan de **sensibilisation** a été mis en œuvre de juillet à décembre 2019. Des films ont été projetés dans les gares routières et dans les bus sur les axes routiers entre N'Ndjamena et Abéché ainsi qu'entre N'Ndjamena et le Sud au profit de 106 560 voyageurs. L'équipe de la Croix Rouge nationale a également organisé divers événements, tels que des séances de causeries-débats, des pièces de théâtre et des émissions de radio, afin de sensibiliser la jeunesse.

A venir

BURKINA FASO

- Achèvement du Plan de travail annuel visant à mettre en œuvre les recommandations du Colloque de Dakar sur l'Asile et la Migration de décembre 2017.
- Finalisation du projet de partenariat *Asile et Migration* avec le Conseil danois pour les réfugiés.
- Achèvement du rapport d'enquête sur les intentions de mouvement secondaire des réfugiés maliens du camp de Goudoubou, et mise en œuvre d'un projet d'autonomisation des jeunes réfugiés afin de proposer une alternative aux mouvements ultérieurs irréguliers.

MALI

- Lancement officiel le 13 février 2020 du Réseau des Nations unies sur les migrations.
- Mise en œuvre des activités de sensibilisation sur les risques de protection rencontrés sur la route en collaboration avec le ministère des Maliens de l'étranger.
- Signature d'une procédure opérationnelle standard entre l'OIM et le HCR en vue de favoriser l'identification et le référencement.



NIGER

- Signature d'un nouveau protocole d'accord entre le HCR et le gouvernement du Niger portant sur le Mécanisme de transit d'urgence de la Libye vers le Niger.
- Visite des autorités allemandes et françaises en charge de la réinstallation.
- Visite des structures du Mécanisme de transit d'urgence de Niamey par le coordinateur régional américain pour les réfugiés basés à Kampala.
- Lancement en février/mars 2020 d'un programme d'apprentissage de l'anglais à destination des mineurs non accompagnés du centre de transit d'Hamdallaye à Niamey.
- Départ de 67 réfugiés pour l'Italie prévu le 25 février 2020.

TCHAD

- Mise en place du projet de monitoring des mouvements mixtes à la suite du renouvellement de l'accord de partenariat entre le HCR et la société nationale de la Croix Rouge.

CONTACTS

Bureau régional du HCR pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Patrice Dossou Ahouansou, Administrateur principal régional chargé de la protection, ahouanso@unhcr.org

Portail opérationnel : [Asylum and Migration in West and Central Africa](#)